

BULLETIN D'INFORMATION

de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (F.F.I.)



J.O. n° 64, 22/07/1976 – Siège social national : 6 rue du Lieutenant-colonel Pélissier, 31000 Toulouse

Email : aagef.ffi@free.fr – Site : <https://sites.google.com/view/aagef-ffi/> – Libellé chèques : AAGEF-FFI

« Résister est un verbe qui se conjugue au présent » (Lucie Aubrac)

Trimestriel – N° CPPAP 0924 A 07130 – Directeur de la publication : Henri Farreny – Le numéro : 3 €

1^{er} trimestre 2024 (bouclage : 14 avril 2024) – n° 173

Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde (Bertold Brecht)

En Espagne, la coalition *Partido Popular-Vox* s'oppose frontalement à la mise en œuvre de la *Ley de Memoria Democrática* adoptée en 2022. En France, le Rassemblement National caracole en tête des sondages pour les élections européennes de juin. L'Italie est gouvernée par une néo-fasciste... « *Negras tormentas agitan los aires* » (*A las barricadas*, chant de la Guerre d'Espagne). Résistons.

Résistons ce 14 avril, en célébrant la Seconde République espagnole pacifiquement proclamée en 1931. Résistons le 8 mai pour commémorer la Victoire de 1945. Résistons le 1^{er} juin à Prayols.

A Prayols, viendra le *Secretario de Estado de Memoria Democrática*. Nous espérons la participation de son homologue française, la Secrétaire d'État en charge des Anciens Combattants et de la Mémoire. Avec les maires de Prayols et de Santa Cruz de Moya, nous fêterons les 20 ans de l'extraordinaire et valeureux jumelage entre ces deux communes, symboles de la continuité du combat des guérilleros de part et d'autre des Pyrénées. Grâce au soutien du gouvernement espagnol, du Conseil Départemental de l'Ariège, du Souvenir Français et, nous l'espérons, du Ministère des Armées, un ravalement du monument est sur le point de commencer.

Résistons partout, en faisant valoir l'actualité de nos idéaux républicains pour la France et pour l'Espagne.

Nombre des manifestations que nous organisons, dans l'Aude, le Gard, la Haute-Garonne, les Pyrénées Orientales, ont d'ores et déjà reçu le label ci-après.



L'ONACVG Ariège a proposé que la cérémonie du 1^{er} juin à Prayols soit labellisée au plan national.

AAGEF-FFI

1944-2024 : 80^e anniversaire de la Libération • Prayols, samedi 1^{er} juin, 11 h

Le 19 août 1944, la 3^e Brigade de Guérilleros Espagnols de l'Ariège, alors commandée par Pascual GIMENO RUFINO (*comandante Royo*), attaqua et vainquit la garnison allemande qui occupait Foix. Le lendemain, 6 km plus au sud, à Prayols, la 3^e Brigade fournit l'essentiel des combattants qui mirent en déroute une colonne allemande venue en renfort. Quelques jours plus tard, l'Ariège entière était libérée.

L'actuel Monument National des Guérilleros fut érigé à Prayols en 1982, en hommage à ces faits d'armes mais aussi parce que c'est en Ariège, que s'installa, en 1942, le premier état-major national du *XIV Cuerpo de Guerrilleros Españoles en Francia*, devenu en 1944 une composante spécifique des Forces Françaises de l'Intérieur, sous le nom de : *Agrupación de Guerrilleros Españoles*.

Pourquoi cette érection a-t-elle eu lieu si tard après la Libération de la France ?

13 h à 15 h 30 : banquet républicain avec animation musicale et prises de parole
16 h : hommage spécifique aux libérateurs de Foix

Contact : 06 34 46 50 17, jeannine.garcia518@orange.fr – J. Garcia, 203 Route du Moulin, 09700 Canté
Réservation repas (30 €) : chèques à l'adresse ci-dessus, ordre : AAGEF-FFI, impérativement avant le 21 mai

Autobus ou covoiturage : depuis l'Aude, ncanelas@sfr.fr 06 25 24 07 92 •
Hte-Gne, galvanjacques44@gmail.com 06 09 11 77 76 • Pyr. Orientales, rsg44@hotmail.fr 06 44 76 39 20



Parce que l'association constituée en 1945 par les anciens résistants espagnols a été injustement et brutalement dissoute, dès 1950, par le gouvernement de l'époque. Sa reconstitution a été empêchée jusqu'à la mort du dictateur Franco (1975).

Pour édifier l'ouvrage, l'AAGEF-FFI a réuni les fonds par souscription publique. La commune de Prayols lui a donné le terrain.

Au pied et autour du Monument sont disposées plusieurs stèles significatives, dont celles consécutives aux visites de François Mitterrand et Felipe González (1994) et de la *Generalitat de Catalunya* (2008).

SOMMAIRE

- 2 Visages et noms de résistants d'Ariège pour rendre hommage à tous, partout !
- 3 Buziet, monument funéraire aux guérilleros : hommage à Agapito SOTOMAYOR NICOLÁS
- 4-5 Por qué hay que abolir la monarquía
- 6 Enzo LORENZI : figure des FTP-MOI
- 7 José ROIG : hommages de Paris et de l'État
Sites internet : pour connaître et réfléchir
Accueil des harkis : la France condamnée
Séméac : Opération Boléro-Paprika
Décès : Pepita León González
- 8 Au moins 160 résistants espagnols ont subi la prison Saint-Michel : compléments
"Parce qu'à prononcer vos noms sont difficiles"
Bulletin d'adhésion : rejoignez-nous !
Reconnaissance : Antonio CACHO GROS
Décès : Marie-Thérèse Poumadé

Por qué hay que abolir la monarquía

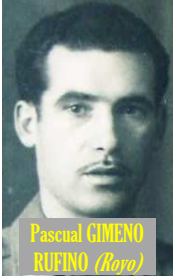
El vigente régimen en España de monarquía parlamentaria, en absoluto es concebido como una aceptación por parte del pueblo español, en el que recae la soberanía de todas las instituciones del Estado, ni siquiera desde una perspectiva histórica.

Es preciso hacer, en primer lugar, un ejercicio de los períodos históricos de la misma; en segundo lugar, una descripción del momento actual, y finalmente, la proyección de acciones para llevar a cabo un cambio en cuanto al régimen, **instaurándose una República que sustituya de una vez por todas a un modelo plenamente corrupto e ilegítimo como el actualmente existente.**

Suite en page 4

Un bouquet de visages et de noms de résistants en Ariège pour rendre hommage au courage et aux souffrances de tous, partout

3^e chef de la 3^e Brigade
Été 1944 à Libération



Pascual GIMENO
RUFINO (Rosa)

Tué à Valencia 23/7/45



Severiano
GUILLÉN ROBIONÓN

Déporté du Vernet 27/5/44
Evadé du convoi



José
RAMOS BOSCH



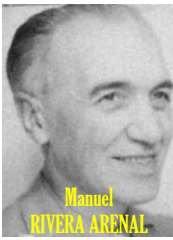
Manuel
CUBEL IRIARTE

Dirigeant de la Unión
Nacional Española



Luis
FERNÁNDEZ JUAN

Général FFI à la Libération



Manuel
RIVERA ARNAL

Déporté du Vernet 27/5/44
Evadé du convoi



José
CHINCHILLA GUTIÉRREZ



Ángel
RODRÍGUEZ GORDILLO

Déporté du Vernet
Evadé du convoi



Karl SCHNEPPLER

Guérillero... allemand !



Conchita
GRANGÉ ép. RAMOS

Arrêtée 24/5/44
Déportée à Ravensbrück



Rafael
MARTÍNEZ SIDRACH

Arrêté 21/12/43
Déporté du Vernet à
Heydebreck 20/6/44



Sebastián
MARTÍNEZ MOYA



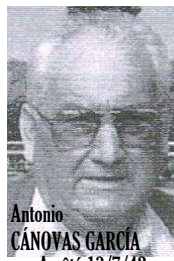
Pablo
GARCÍA CALERO

Blessé à Castelnau-
Durban 22/8/44



José
OLIVO MERONO

Dirigeant de la Unión
Nacional Española



Antonio
CÁNOVAS GARCÍA

Arrêté 13/7/42
Déporté à Dachau



Crescencio
MUÑOZ HERNÁNDEZ

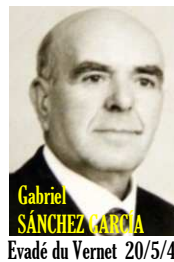
Crescencio a retiré le drapeau nazi surplombant le château de
Foix lors de sa libération par la 3^e Brigade le 19/8/44



1^{er} chef national
du XIV Cuorpo 1942-43

Jesús (en fait : Félix)
RÍOS GARCÍA

Blessé par la Milice
Mort à Foix 27/5/44



Gabriel
SÁNCHEZ CARJA

Evadé du Vernet 20/5/44



José
ESTER BORRÁS

Arrêté 28/10/43
Déporté à Mauthausen



Vicente
LÓPEZ TOVAR

Lt-colonel FFI à la Libération



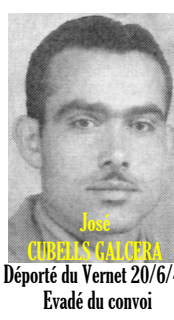
Alfonso
CÁNOVAS GARCÍA

Parachuté en Ariège
8/8/44 frère d'Antonio



Herminia
PUIGSECH ép. MUÑOZ

Crescencio a retiré le drapeau nazi surplombant le château de
Foix lors de sa libération par la 3^e Brigade le 19/8/44



José
CUBELLS GALCERA

Déporté du Vernet 20/6/44
Evadé du convoi



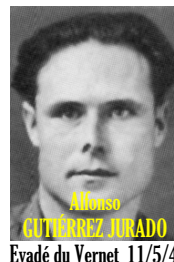
Isidro
SÁNCHEZ SÁNCHEZ

Arrêté 3/10/43
Déporté à Dachau



José
CAMPAYO PATÓN

Arrêté fin 43
Déporté à Buchenwald



Alfonso
GUTIÉRREZ MURADO

Evadé du Vernet 11/5/44

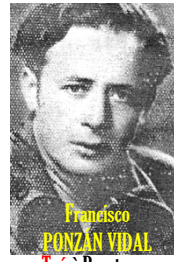
Chef de l'unité spéciale
après de Jesús RÍOS



Antonio
MOLINA BELMONTE



Fernando
VILLAJOS NOVILLO



Francisco
PONZAN VIDAL

Tué à Buzet-sur-
Tarn (31) 17/8/44



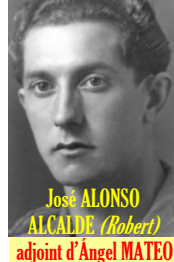
Victorio
VICUÑA FERRERO

1^{er} chef de la 3^e Brigade
1942-43



Francesc (Cisquet)
SERRAT PUJOLAR

Fusillé à Barcelone 25/2/46

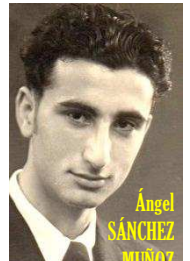


José ALONSO
ALCALDE (Robert)

adjoint d'Angel MATEO
puis de Pascual GIMENO



Miguel
SÁNCHEZ GARCÍA



Ángel
SÁNCHEZ MUÑOZ

Evadé du Vernet 22/11/43



Ángel
MATEO PINOS



Antonio
MARTOS MONTOYA

Tué à Loubens par
la Milice 29/5/44



Antonio
MARCELO AMBROSIO



Joan
BLÁZQUEZ ARROYO

Evadé du Vernet 25/10/43
Général FFI à la Libération



Eusebio DÍAZ
TENDERO MERCHÁN

Déporté du Vernet (Train
Fantôme) Mort à Dachau



Ramón
DIEGO CALDERÓN

Ces 40 hommes et femmes ont résisté en Ariège. Ils sont un échantillon des centaines d'étrangers qui ont risqué activement leur liberté et leur vie dans ce département, ses villes, villages, montagnes... et lieux de détention ! Ils ont résisté aussi ailleurs, avant ou après l'Ariège... Parfois jusqu'à Buchenwald, Dachau, Heydebreck, Ravensbrück... ou l'Espagne à nouveau.

La plupart ont déjà fait l'objet d'articles dans ce bulletin.
Continuons d'agir pour tirer d'autres noms et visages à la lumière... de la connaissance et de la reconnaissance publiques.

“Guerrilleros españoles, brazo armado de Unión Nacional, muertos por la Libertad y la Fraternidad franco-española”

A Buziet (Pyrénées Atlantiques) se trouve un des plus significatifs monuments funéraires dédiés aux Résistants espagnols. Les noms de 14 d'entre eux sont gravés sous la phrase-titre ci-dessus ; la pierre tombale porte la célèbre déclaration que le Général de Gaulle prononça le 17 septembre 1944 à l'Hôtel-Dieu de Toulouse, au chevet d'un Espagnol blessé (cf. bulletin AAGEF-FFI n° 138) : « *Guérillero español, je salue en toi tes vaillants compatriotes. Pour votre courage, par le sang versé pour la Liberté et pour la France, par tes souffrances, tu es un héros espagnol et français.* ».

C'est un grand moment que nous avons vécu le 23 juillet 2023, en matinée, à Buziet, en commémoration du massacre du 17 juillet 1944. Si Fabienne Touvard maire de Buziet, Bernard Uthurry, maire d'Oloron Sainte Marie, Fernand Martin, maire de Buzy et Iñaki Echaniz, député de la circonscription, ont fait des discours éloquentes, c'est celui de Chloé Sotomayor qui nous a le plus bouleversés. En voici la teneur.

Juan Muñoz Dauvissat

Comme nous l'a demandé l'*Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France FFI*, nous allons vous raconter l'histoire d'un des guérilleros auquel nous rendons hommage aujourd'hui.

Il est né le 21 Janvier 1911 et a vécu sa jeunesse dans les Asturies, à Gijón. Il y rencontre celle qui deviendra sa femme, en 1935, Araceli, il n'a alors que 24 ans, elle 18.

C'était un mineur, comme tant d'autres à cette époque dans cette région. D'ailleurs, les mineurs asturiens du charbon sont un sujet classique d'études historiques en Espagne, en raison de leur participation à des processus révolutionnaires comme en 1934, épisode connu comme *la Révolution Asturienne*, durement réprimée, entre autres, par le général Franco.

Ce mineur asturien a été, comme nombre de ses camarades, un des premiers ennemis de Franco, avant la guerre de 1936-1939. Communiste dans l'âme, il s'engage naturellement du côté républicain dans la guerre qui commence avec le coup d'état du 18 juillet 1936. Durant 3 ans, il combat le camp « nationaliste », ce qui l'amène jusqu'en Catalogne, à Orgañá où naît leur première fille.

Après la défaite du 1^{er} avril 1939, commence l'exode vers le camp d'Argelès-sur-mer, qui verra passer plus de 160 000 hommes, femmes et enfants, majoritairement des réfugiés espagnols, qui y vivront dans des conditions difficiles. Notre héros intègre alors le camp sous le numéro 14 644, et après y avoir séjourné quelques mois, il en sort le 22 mai 1940 pour participer à des travaux souterrains dans les mines de la société minière de Peñarroya, à Pierrefite, dans les Pyrénées, car après le début de la seconde Guerre Mondiale,

en septembre 1939, le seul moyen de sortir du camp est d'obtenir un certificat de travail et d'hébergement.

Il est ensuite rejoint par sa femme, Araceli, arrivée à Criel-sur-mer, dans le nord de la France en bateau dans des conditions périlleuses, car, sur les trois embarcations engagées, seule la sienne arrive à bon port, les deux autres étant coulées. Mais le malheur n'épargne pas ce jeune couple puisque leur très jeune fille alors âgée d'un an et demi perd la vie en raison des conditions sanitaires déplorables sur le bateau et à l'arrivée.

C'est donc seule qu'Araceli le rejoint à Luz-Saint-Sauveur, où naît le 26 décembre 1940 leur fils, Agapito, et deux ans plus tard, leur fille, Marie Esther. En dépit de son travail à Pierrefite, il n'oublie pas son attachement à la liberté et reprend vaillamment la lutte en s'engageant contre le nazisme, dans la résistance française.

Les années passent, on est en 1943 et il est, depuis le 3 mars, lieutenant du maquis de Pédehourat, de la 10^e Brigade (Basses-Pyrénées) de l'AGE (*Agrupación de Guerrilleros Españoles*). Le 17 juillet 1944, la maison Anglade, un refuge ami situé à l'entrée de Buziet, est assiégée par les Allemands. Huit de ses compagnons d'armes ainsi que deux dames sont tués.

Mon arrière-grand-père continuera la lutte et dans un combat contre les Allemands, sur un plateau près de Eaux-Bonnes, il fut tué laissant derrière lui une femme et deux enfants, alors âgés de seulement 3 ans et 1 an.

Ce héros, c'était mon arrière-grand-père :

Agapito SOTOMAYOR NICOLÁS

et si je suis là aujourd'hui, c'est pour honorer sa mémoire, ainsi que celle de tous ces républicains espagnols qui ont dû fuir leur pays et su faire preuve de courage pour combattre l'horreur et l'obscurantis-

me du fascisme, au péril de leur vie.

Aujourd'hui, Agapito SOTOMAYOR, mon arrière-grand-père, ta grande victoire c'est d'avoir permis à tes enfants de grandir dans un monde pacifié, avec des valeurs qui étaient les tiennes : des valeurs de justice, de paix, d'équité.

Ils ont également transmis ces valeurs à leurs enfants, ce qui les a aidés à réussir leur intégration en France sans pour autant oublier leurs racines.

Tes petits-enfants et arrière-petits-enfants sont aujourd'hui docteur, secrétaire médicale, professeur de l'éducation nationale, conducteur de travaux, chargé de la sécurité de la population, spécialiste en appareils auditifs, ou professeur de tennis...

Tous tes enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants te remercient et remercient aussi la France qui les a acceptés et leur a donné la chance de connaître une vie beaucoup plus harmonieuse que celle que tu as pu connaître à ton époque.

Hoy, bisabuelo, es la primera vez que vengo aquí para rendirte homenaje y te aseguro que seguiré honrando tu memoria.

Chloé Sotomayor



A la droite de Iñaki Echaniz : Chloé Sotomayor. A sa gauche Sylvie Calmejane

D'autres évocations des cérémonies de Buziet se trouvent dans les bulletins AAGEF-FFI n° 119, 148, 157, 162, 163.

En cuanto al primer aspecto, España ha sido dominada por la casa de los Borbones desde el siglo XVIII, salvo los períodos de la invasión napoleónica, el sexenio liberal, la I República y posteriormente la II República. El período de la I República es la continuidad del sexenio liberal, ante el fracaso del régimen monárquico establecido hasta ese momento, y tuvo un período muy corto de vigencia: de febrero de 1873 a diciembre de 1874, en el que se sucedieron cuatro Presidentes.

Fue un período muy convulso, pero se llevaron a cabo importantes reformas en el ámbito agrícola, social, educativo, político, militar y cultural. El lema de la I República era democracia, laicismo y descentralización. Sin duda alguna, estos dos últimos conceptos, añadidos al contexto más general, como fue la tercera guerra carlista y la situación en Cuba, fueron determinantes, sobre todo en lo que se refiere a la descentralización, para que las fuerzas reaccionarias, en particular los terratenientes, la Iglesia y el Ejército, dieran un golpe de Estado instaurando nuevamente la monarquía.

Esta restauración monárquica se mantuvo con tremendas tensiones y muchas tragedias hasta la proclamación de la II República en abril de 1931, momento en el que se produjo una explosión de júbilo por todo el pueblo y la sociedad española.



No obstante, la instauración de la República estuvo amenazada desde el primer momento por las fuerzas reaccionarias monárquicas y facciosas operantes en Europa, en concreto en Italia. Muchos fueron los golpes de estado que se intentaron por parte de las citadas fuerzas entre 1931 y 1936. Finalmente, en julio de 1936 se produjo el golpe de estado que llevó a España a una guerra en la que in-

tervinieron, aliados a los golpistas, fuerzas internacionales como los italianos y alemanes, mientras el régimen republicano elegido por el pueblo se vio absolutamente abandonado por las democracias occidentales, particularmente Francia y sobre todo Inglaterra, que con su participación en el Comité de No Intervención miraron para otro lado respecto a la ayuda que se le estaba facilitando a los golpistas.

Cuarenta años de régimen dictatorial

El final del conflicto no trajo más que exilio, represión y muerte para los defensores de la legitimidad republicana y un régimen dictatorial que duró cuarenta años.

En la mente del dictador Franco no estuvo en ningún momento abrir un proceso democrático, pero de cara a su sucesión y la continuidad del régimen por él instaurado, en 1947 se aprobó la Ley de la Sucesión de la Jefatura del Estado, que era la quinta de las leyes fundamentales del movimiento, en la que ya se establecía a España nuevamente como reino, disponiendo que su sucesor, que lo elegiría él, lo sería a título de rey.

En 1969, y en base a esa Ley de Sucesión, en la que el dictador se reservaba el nombramiento del monarca del reino, designa a Juan Carlos de Borbón como sucesor a la Jefatura del Estado con el título de Príncipe de España. Éste le sustituyó en determinados momentos como consecuencia de la salud del dictador y, finalmente, tras la muerte de éste en 20 de noviembre de 1975, el 22 de noviembre fue designado Jefe del Estado y Rey de España, con el nombre de Juan Carlos I, por las Cortes franquistas.

Ilegitimidad del régimen monárquico

La contundencia de la ilegitimidad del régimen monárquico actual en España no deja a margen de duda alguna. Es más, la odiada monarquía derrocada por el pueblo español en 1931, como ya se ha expuesto, fue reinstaurada por Franco. No tiene raíces, no tiene base en el afecto popular, no tiene credenciales democráticas ni una verdadera justificación legal.

Es la creación exclusiva de un dictador que deseaba perpetuar su dictadura después de su muerte al nombrar a Juan Carlos como sucesor. Al igual que los demás de la llamada transición democrática, la monarquía española es falsa, engañosa e insegura de sí misma.

Aún más, y entrando en el momento actual de la monarquía, es preciso destacar

que cuando se habla del período histórico de la Transición, se trata como un proceso ejemplar, transportable incluso para otras experiencias sufridas en otros países por dictaduras o regímenes totalitarios, cuando en realidad debemos hablar de una transición no modélica ni pacífica, en realidad de una Transición oculta.

Una "Transición" oculta

Una de las manifestaciones, entre otras muchas, de la corrupción que afecta a la monarquía está relacionada con la aparente neutralidad de dicha institución en la actividad o vida política, neutralidad inexistente, pues el monarca disfruta de privilegios tales como que su persona es inviolable y por tanto no puede ser objeto de juicio alguno. Así, en una carta escrita el 22 de junio de 1977 enviada al sha de Persia, Mohammad Reza Pahlavi, le pide la modesta cantidad de diez millones de dólares para ayudar a Adolfo Suárez:

"... pues necesita más que nunca cualquier ayuda posible, ya sea de sus compatriotas o de países amigos que buscan preservar la civilización occidental y las monarquías establecidas..."

"...Por esta razón, mi querido hermano, me tomo la libertad de pedir tu apoyo en nombre del partido político del presidente Suárez, ahora en difícil coyuntura; las elecciones municipales se celebrarán dentro de seis meses y será ahí más que nada donde pondremos nuestro futuro en la balanza..."

"... Por eso me tomo la libertad, con todos mis respetos, de someter a tu generosa consideración la posibilidad de conceder 10.000.000 de dólares como tu contribución personal al fortalecimiento de la monarquía española..."

Asimismo, el rey Fahd de la Arabia Saudita también contribuyó a la causa de Juan Carlos, con la "donación" de mil millones de dólares en favor del partido de Suárez. No obstante, lo que no está nada claro es qué cantidades se destinaron al partido de Suárez y qué cantidades quedaron en el poder personal de Juan Carlos.

No hace falta decir que los servicios que ofrece el monarca no son baratos. Si hay algo que siempre caracterizó a Juan Carlos I de Borbón, desde su primera juventud hasta el momento de la abdicación, fue un sentido muy agudo del valor del dinero. Disfrutaba de un presupuesto anual para el apoyo de su familia. Para el coronel Amaedeo Martínez Inglés, especialista en la Casa

Real, el costo real de la monarquía era de 560 millones de euros al año, sin contar los múltiples gastos logísticos que son imputados a distintos ministerios: Interior, Relaciones Exteriores, etcétera. El New York Times estima la fortuna personal del rey en más de dos mil millones de euros.

Impunidad de la monarquía

Los últimos acontecimientos derivados de la “*ejemplaridad de El Campechano*” que han salido a luz pública: la desviación de fondos a Suiza, la “*regularización*” fiscal llevada a cabo como consecuencia de la evasión de impuestos, así como su participación en la Fundación Lucum, en la que tenía depositados cantidades provenientes de Arabia Saudí y de Bahrein (desde el año 2009 en una cuenta en el Banco Mirabaud de Ginebra, según el fiscal suizo Yves Bertossa) cuyos movimientos resaltan la impunidad que suponen todas sus actuaciones. Aún más, a través de la Fundación Zagatza se sufragaron gastos de vuelos por importe de 18 millones de euros que nunca declaró. Dicha Fundación fue creada por su primo lejano Álvaro de Orleáns y el cual ha sido investigado en calidad de testaferro del emérito. Este último ha abonado 4,4 millones a la Hacienda Pública a fin de no ser investigado por evasión de capitales. Pero da lo mismo, la impunidad e inviolabilidad de la Monarquía impiden que se les investigue por muchos actos delictivos que cometan.

Violación del principio de igualdad

El Poder Judicial, en general, mira para otro lado o se buscan cualquier resquicio de naturaleza formal como barrera o impedimento para juzgar a los reyes, con lo que ello supone de la violación del principio de igualdad ante la ley que se recoge en el artículo 14 de la Constitución. Es decir, todos somos iguales, menos los de sangre azul. No hay que dejar de mencionar que Felipe VI figuraba como beneficiario de las dos Fundaciones.

Instituciones complacientes

La vigencia de la monarquía en España está basada esencialmente en que las instituciones y en particular las fuerzas represivas del Estado no han sido depuradas, y en particular las que se refieren a las fuerzas y cuerpos de seguridad del Estado, así como a lo que se refiere a los órganos de los jueces, pues tanto los miembros que formaban parte de la Brigada Político-Social como los magistrados que componían el Tribunal de Orden Público siguieron

su respectivas carreras con una importante proyección en las mismas.

Pacto político de aceptación circunstancial de la monarquía

Pero sin duda el apoyo y el sostén de la institución monárquica viene del pacto entre los partidos políticos. Todos los actores políticos relevantes durante la Transición, incluso con insólito entusiasmo, los dirigentes del entonces influyente Partido Comunista de España se dieron cuenta — más o menos rápidamente — de que la reinstauración de la monarquía debería ser aceptada como un hecho consumado sobre el que no cabía discusión: era el precio a pagar para que el tránsito pacífico de la dictadura a la democracia pudiera tener éxito.

Papel de la prensa monarquista

No hay que dejar de lado el papel jugado por la prensa y los medios de comunicación. El “ABC”, monárquico de toda la vida, defendió y defiende la monarquía sin fisuras, pero a su lado se encuentra “El País”, que se reconvirtió en el mayor baluarte de la dinastía borbónica. El sistema ha estado tan bien amarrado que cualquier atisbo de republicanismo, por anecdótico que fuera, se consideraba poco menos que enaltecimiento al terrorismo.

Monarquía no es democracia

La jefatura del Estado vitalicia y hereditaria, supone una grave quiebra en el sistema democrático, que por definición exige que todos los poderes políticos sean de duración limitada y origen electivo. Acceder a la máxima magistratura del Estado teniendo como único mérito haber nacido en una determinada familia en un determinado orden cronológico supone una evidente ruptura del principio democrático y de la racionalidad política. La monarquía, pues, no solo es una institución que rompe con la idea de igualdad de todos los ciudadanos ante la ley (consagrando una discriminación por razón de nacimiento prohibida expresamente por el artículo 14 de la Constitución), sino que, además, nos priva de un derecho de especial significado democrático: el de poder ocupar algún día la jefatura de la comunidad política a la que pertenecemos.

Esta menor distancia entre el jefe del Estado y la ciudadanía que existe en las repúblicas versus las monarquías se reduce todavía más cuando tal jefe del Estado procede de las clases populares, sintiendo al presidente como alguien suyo (pensemos, por ejemplo, en los casos para-

digmáticos de los presidentes Lula da Silva de Brasil y José Mujica de Uruguay).

Las monarquías son anacronismos, residuos de otras épocas, instituciones en franco retroceso. Sólo el 8 por 100 de los ciudadanos del planeta viven bajo regímenes monárquicos. En efecto, todas las monarquías son una anomalía política, que la historia va eliminando sin vuelta atrás. No puede desconocerse que, debido a su origen no democrático, esta institución tiene los pies de barro. Los partidarios de mantener la monarquía en España no quieren, bajo ningún concepto, someterse a la voluntad popular a través de un referéndum para conocer cuál es el parecer mayoritario de sus conciudadanos, y ello por el gran temor que subyace de fondo.

Los monarquistas temen que votemos

Creo sin género de duda alguna que España es un país mayoritariamente republicano, y la prueba más elocuente es la cerrada oposición de los monárquicos españoles a que esta cuestión se decida cómo se deciden las grandes cuestiones en las democracias: contando votos. La alergia, puesta de manifiesto una y cien veces, a convocar un referéndum sobre si España debe tener una jefatura de Estado electiva (temporal) o hereditaria (vitalicia) es, a todas luces, muy significativa.

En la actualidad algunos plantean un falso debate: afirman que sin monarquía la alternativa sería la dictadura; la monarquía sería básica para un régimen democrático, cuando es todo lo contrario; es una forma de blanquear su figura.

República para todos

Asimismo, es impropio afirmar que las propuestas republicanas provienen únicamente de la extrema izquierda populista, pues lo que los ciudadanos españoles formulan es una República que puede ser perfectamente compartida por ciudadanos de todas las ideologías democráticas. Recordemos que nuestra Segunda República, tuvo dos presidentes indudablemente demócratas y moderados: Niceto Alcalá-Zamora y Torres, de centroderecha, y Manuel Azaña Díaz, de centroizquierda. Y ambos eran, sobre todo, grandes patriotas españoles.

Juan Miguel Nogués García





Enzo LORENZI est né le 30 avril 1923 à Limana en Italie. Il est le fils de Fiore Lorenzi venu en France travailler comme maçon dans la région parisienne puis à Agen.

Dès 1933, la famille devient française par naturalisation, Enzo poursuit des études pour devenir mécanicien d'aviation. Son père, membre du Parti Communiste Français, organise des groupes de militants parmi la communauté italienne, nombreuse en Lot-et-Garonne, dans un milieu essentiellement rural. Il aura une grande influence sur son fils qui adhère aux *Jeunesses Communistes* en 1939 puis au *Parti Communiste Italien* (PCI), clandestin, en 1942.

Dès 1942, il prend part aux premières actions : bris de vitrine d'une boutique d'un fasciste italien et saccage du bureau de la Légion des Combattants à Agen. Avec son père, Enzo Lorenzi organise des réunions politiques parmi les familles italiennes. Là se forment de futurs combattants italiens pour la *35^e Brigade FTP-MOI*, basée à Toulouse. Des cadres du PCI, dont la direction est à Lyon, viennent régulièrement en Lot-et-Garonne.

Dès le début de 1943, Enzo Lorenzi participe à de nombreuses actions de récupération de tickets d'alimentation et attaques de bureaux de poste pour dérober de l'argent destiné à faire vivre les militants désormais clandestins.

En avril 1943, il refuse de rejoindre les Chantiers de Jeunesse de Pétain ; le 30 avril, il se réfugie dans ce qui fut appelé "Le maquis de Tort" à Castelculier près d'Agen. Tout au long de

l'été 1943, des incendies visent les gerbières de blé de paysans italiens favorables à la Collaboration. Enzo Lorenzi est souvent le chef d'expédition.

À la mi-1943, ces résistants italiens du Lot-et-Garonne sont rattachés à la *35^e Brigade FTP-MOI*, dont le premier chef, le Polonais **Marcel LANGER**, ancien combattant en Espagne, a été arrêté en février et guillotiné le 23 juillet 1943 à Toulouse (voir ci-contre).

Jan Gerhard dit "Victor BARDACH", ancien officier de l'armée polonaise, succède à Marcel Langer. Il donne un nouvel élan à la Brigade. Enzo Lorenzi dirige les opérations sur le terrain.

Parmi les très nombreuses actions auxquelles il a participé :

- 14 août 1943, Toulouse : exécution de Louis Mas, chef milicien, par **Boris FRENKEL** ; Enzo Lorenzi est sa première protection.

- 1^{er} octobre 1943, Toulouse : sabotage à la Cartoucherie qui provoque l'arrêt de la fabrication pendant plusieurs jours.

- 10 octobre, Toulouse : exécution de l'avocat général Pierre Lespinasse qui avait requis la peine de mort contre Marcel Langer. Le Tribunal Spécial ne prononcera plus de condamnations à mort, les magistrats ayant été menacés de représailles par Radio Londres.

- 8 novembre, Toulouse : sabotage de 12 locomotives au dépôt de la gare Matabiau.

- 10 novembre, Toulouse : sabotage de la centrale électrique de Saint-Simon.

- 17 novembre, Périgueux : au cours d'une récupération d'argent, Enzo Lorenzi sauve ses deux camarades en faisant feu sur deux policiers qui tentent de les arrêter.

- 20 décembre, Agen : Enzo Lorenzi tire sur l'abbé Sorel, haut responsable pétainiste.

À la fin 1943, le Comité Militaire National des FTPF nomme Enzo Lorenzi « *partisan d'élite* » pour sa 27^e action victorieuse. Nomination publiée dans *France d'abord*, journal des FTP.

En janvier 1944, Enzo Lorenzi est muté à Montauban où il exécute deux soldats allemands.

Rappelé à Toulouse en mars 1944, il devient commissaire inter-régional (plusieurs départements) des FTP-MOI, à la place de Jan Gerhard, muté dans la Meuse.

À Toulouse, une vaste enquête aboutit à l'arrestation de 17 combattants de



prison Saint-Michel
Toulouse



En 2007, la nouvelle station de métro fut ainsi baptisée. Voir bulletin AAGEF-FFI n° 106 p. 8.



Marcel Langer

la 35^e Brigade. Enzo Lorenzi rassemble les rescapés, sous le nom de "Bataillon indomptable". La majorité sont des Italiens du Lot-et-Garonne.

Ce groupe FTP-MOI est en relation étroite avec les résistants rassemblés à Castelnau-sur-l'Auvignon (Gers) autour de Georges Réginal Starr dit "Hilaire", agent du SOE britannique : notamment les Espagnols de la *35^e Brigade de Guérilleros du Gers*, commandés par **Tomás GUERRERO ORTEGA**, et des Français des *Corps-Francis de la Libération*.

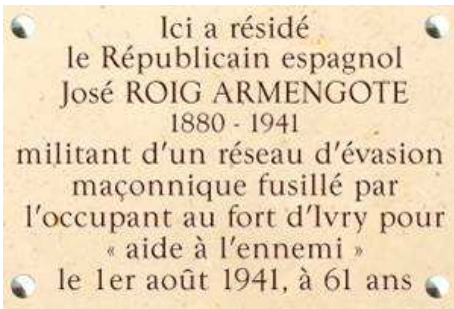
Le 21 juin 1944, le maquis est attaqué par les Allemands, supérieurs en nombre et lourdement armés. Les combats durent toute la journée. Grâce à la ténacité des Guérilleros Espagnols et des FTP-MOI italiens, de nombreux civils et résistants peuvent se replier en bon ordre.

Enzo Lorenzi participe à la libération d'Agen à la tête du "Bataillon indomptable" qu'il commande jusqu'au 10 octobre 1944, date à laquelle il souscrit un engagement volontaire pour la durée de la guerre au sein du 57^e Régiment d'Infanterie. Le 23 novembre 1945, il est démobilisé.

Il reçoit la médaille de la Résistance par décret du 26 juillet 1947. Le 28 février 1948, il est élevé au grade de Chevalier de la Légion d'Honneur. Le 28 février 1949, il est cité à l'ordre de l'Armée et se voit attribuer la Croix de guerre avec palme.

André Magne
président de l'**Amicale de la 35^e Brigade FTP-MOI Marcel Langer**

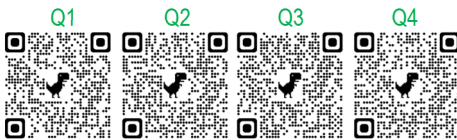
Hommages de Paris et de l'État



Comme annoncé dans notre bulletin précédent, la plaque représentée ci-dessus a été dévoilée le 14 mars 2024 au 86 rue Montorgueil (2^e) sous l'égide de la Ville de Paris. Après la parution du bulletin n° 172, la décision de la direction générale de l'ONACVG nous est parvenue : comme suite au dossier présenté par l'AAGEF-FFI, la mention **Mort pour la France a été attribuée à José ROIG ARMENGOTE**.

Via les **qr codes** ci-après, on peut voir et entendre les interventions de Ariel WEIL, maire de Paris-Centre (Q1), Henri Farreny (Q2), Laurence Patrice, adjointe à la maire de Paris (Q3), Zoraida Hijosa Valdizán, *Directora general de Atención a las Víctimas y Promoción de la Memoria Democrática* (Q4).

Étaient présents aussi : Victorio Redondo Baldrich, Ambassadeur d'Espagne en France • Francisco Colomina Sánchez, *Director de Programas del Secretariado de Estado de Memoria Democrática* • Ignacio Día de la Guardia Bueno, Conseiller culturel à l'Ambassade • Thierry Zavéroni, Grand Maître de la Grande Loge de France à laquelle appartient José ROIG • Carmen Negrín, présidente d'honneur de la Fundación Juan NEGRÍN et ambassadrice du CIIMER • José González, président du Comité d'Animation du CIIMER • Georges Bertran-Puig, pour l'ACER • Marie-France Cabeza pour l'Amicale de Ravensbrück.



Accueil des harkis : la France condamnée Que dire des réfugiés espagnols ?

Judi 4 avril 2024, sur plainte d'enfants de harkis qui ont vécu dans des « camps d'accueil », entre 1962 et 1975, notamment dans le camp de Bias en Lot-et-Garonne, la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) a condamné la France pour des conditions de vie « pas compatibles avec le respect de la dignité humaine ». Elle estime que la France doit indemniser les requérants au-delà des modiques sommes déjà accordées.

Rappelons deux faits historiques insolites :

1) la France n'a jamais assumé ses responsabilités pour les mauvais traitements, en tous genres, infligés aux républicains espagnols dans les camps de concentration français.

2) au début des années 1980, la République Fédérale Allemande a consenti à verser des indemnités à des milliers d'Espagnols qui avaient été internés dans des camps français en 1939 et 1940, avant la Débâcle.

Cherchez l'erreur !

Méditons.

Sites web pour connaître et réfléchir

Les requêtes à fournir sont en bleu.

AAGEF-FFI-66

amicale-aagef-ffi-66.monsite-orange.fr

Animé par la Section des Pyrénées Orientales de l'AAGEF-FFI, ce site propose une grande variété d'informations et de ressources à propos des Républicains espagnols. Les Pyrénées Orientales furent et demeurent un haut-lieu de la résistance aux fascismes : 1) pendant la Guerre d'Espagne de 1936-1939 pour soutenir les Républicains, 2) lors de *La Retirada* quand furent ouverts les indignes camps de concentration français, 3) sous l'Occupation allemande, 4) pour continuer la lutte antifranquiste.

Contacts : aagef.ffi.66@gmail.com

Archives de Luis Fernández, général FFI

archivesamicaleguerrilleros.wordpress.com

Ce site a été créé par notre camarade Jean-Charles Fernández pour donner accès à un ensemble de documents instructifs légués par Luis FERNÁNDEZ JUAN, président fondateur de l'Amicale des Anciens FFI et *Guerrilleros Españols*, indignement interdite en 1950.

Contacts : jcfem@wanadoo.fr

AAGEF-FFI Informations

sites.google.com/view/aagef-ffi

Ce site résulte d'une volonté ancienne de l'AAGEF-FFI pour mettre à disposition, avec des explications circonstanciées, les publications de l'association créée par les guerrilleros espagnols en 1945 (*Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols*) interdite dès 1950, ré-autorisée en 1976 sous le nom actuel : AAGEF-FFI. De nombreux sujets relatifs à l'histoire des résistants espagnols y sont considérés : événements méconnus, biographies originales, activités de recherche, activités de vulgarisation, activités commémoratives. Une mine de matériaux, analyses, synthèses, à explorer, étudier, partager... et bien sûr à enrichir avec rigueur et discernement.

Contacts : aagef.ffi@free.fr

Pour accéder à l'un des 3 sites, vous pouvez scanner par téléphone, respectivement, un des 3 qr codes :



Séméac (Hautes Pyrénées, à 3 km de Tarbes) Centre Albert Camus (CAC)

OPERATION BOLERO PAPRIKA

QUAND LA FRANCE DEPORTAIT SES RÉSISTANTS RÉPUBLICAINS ESPAGNOLS, COMMUNISTES ET PROGRESSISTES COMBATTANTS DES FFI

STAGE DE CHANTS de la guerre d'Espagne animé par Thomas Jimenez de 9h à 12h salle Marie Aline Lanusse à 12h Auberge Espagnole

Exposition

« De la résistance en France à l'expulsion »
Du 28 avril au 11 mai

« Opération Boléro-Paprika » est le nom de code d'une rafle policière menée dans toute la France au matin du 7 septembre 1950, principalement contre les Républicains espagnols.

Environ 180 espagnols furent victimes de cette injustice. Ils furent envoyés en Corse en Algérie et pour certains conduits directement à la frontière de la RDA.

Vernissage le dimanche 28 avril à 14h.
Exposition ouverte du mardi au samedi de 14h à 18h.
Entrée libre

Ciné-débat
15h00
« Opération Boléro-Paprika » film de Joel Jenin, suivi d'un débat avec la participation d'Henri Farreny, président de l'amicale des anciens guerrilleros espagnols en France (FFI).

Concert
18h00
El Comunero
Chants de lutte, révolutionnaires, antifascistes d'Espagne, d'Amérique Latine, du Monde... El Comunero se nourrit d'influences rock, musiques du monde, flamenco et latino.

Journée organisée par la fédération du PCF 65, les Nouvelles de Bigorre et l'amicale des anciens guerrilleros espagnols des Hautes Pyrénées

DIMANCHE 28 AVRIL
À PARTIR DE 10H
Entrée libre à toutes les activités de la journée

"Boléro-Paprika" ? Cf. bulletins AAGEF n° 100, 140, 159

Disparition : Pepita León González

Pepita s'est éteinte le 6 avril 2024 à Bages (66). Ses parents étaient José LEÓN MUÑOZ et Josefa GONZÁLEZ DÍAZ, originaires de Lora del Rio (Séville). La Guerre d'Espagne bouleverse la vie de cette famille andalouse. La progression des rebelles l'oblige à quitter le village, le 18 août 1936. Elle s'installe dans la région d'Albacete. Le père s'engage dans l'armée républicaine. Pepita naît lors de ce premier exil, le 21 février 1937 à Casas de Benítez (Cuenca). Entre-temps, son grand-père paternel et un de ses oncles, âgé de 18 ans, ont été arrêtés et fusillés le 6 octobre 1936.

Au printemps 1938, lorsque la zone est en voie d'être coupée de Barcelone, Pepita et sa mère fuient à nouveau et arrivent à Figueras. Son père, blessé lors de la bataille de l'Èbre, est envoyé au château de Figueras en décembre. Les troupes franquistes prennent Barcelone le 26 janvier 1939 : c'est alors le grand exode républicain. Pepita et ses parents passent la frontière le 6 février 1939 au Perthus.

Du Boulou, la famille est dirigée vers Limoges et reste, après un passage à Bessines-sur-Gartempe, dans le camp de concentration de Magnac-Laval jusqu'au 1^{er} février 1940. Dans ces deux camps, la famille reçoit une aide précieuse du Secours Populaire. Le 13 mars 1939, naît une seconde fille.

José, est arrêté en octobre 1940 et interné au camp du Vernet le 17 novembre 1940. Du coup, Josefa décide de partir avec ses deux filles habiter en Ariège, à Bonnac, afin de se rapprocher de son mari. Elle intègre la Résistance dès 1942 comme agent de liaison auprès de Victorio VICUÑA (alias Julio ORIA, cf. bulletin AAGEF-FFI n°137), premier chef de la 3^e Brigade de Guerrilleros d'Ariège. José, transféré le 30 novembre 1943 au camp de Noé (31) s'échappe et intègre lui aussi, la 3^e Brigade.

Fidèle aux valeurs de la République espagnole, Pepita s'est, de tout temps, engagée dans l'espace mémoriel. Elle fut vice-présidente nationale de l'AAGEF-FFI, présidente de sa section des Pyrénées-Orientales et vice-présidente de l'Amicale des Anciens Internés Politiques et Résistants du Camp de Concentration du Vernet d'Ariège. En mai 2017, elle a été décorée de la Médaille de Chevalier de l'Ordre du Mérite.

Nos condoléances à la famille, aux proches et camarades des deux côtés des Pyrénées.

A. Antolin, N. Cañellas, J. Fabra, H. Farreny, A. Ferrer, J. Galvan, J. Garcia, J. González, L. Obis, R. San Geroteo, pour l'AAGEF-FFI



Au moins 160 résistants espagnols ont subi la prison Saint-Michel de Toulouse : compléments d'information

Le tableau original, publié en pages 6 à 8 de notre récent bulletin n° 172, a suscité un grand intérêt. Nous soulignons qu'au moins 114 des 160 personnes nommées (soit 70 % d'entre elles) furent embarquées dans des convois à destination de camps du Reich : Buchenwald, Dachau, Ravensbrück ou – moins connus – Aurigny et Heydebreck.

Plusieurs lecteurs nous ont questionnés au sujet de la formulation : « *déporté vers Aurigny ou Dachau le 27 mai 1944 depuis Le Vernet* ». Ce libellé, qui concernait 32 personnes, était expliqué dans l'éditorial (page 1) comme suit :

« *Beaucoup d'entre eux [les 160] furent déportés vers des camps du Reich par deux convois encore ignorés, malgré les travaux précis que nous avons publiés (ici et ailleurs) et les démarches effectuées auprès des institutions [dont : AFMD] depuis 15 ans. L'un quitta le camp de concentration du Vernet le 27 mai 1944, l'autre le 20 juin 1944. Le premier desservit deux camps nazis : Aurigny à l'ouest, Dachau à l'est. Le deuxième alimenta Heydebreck (à proximité d'Auschwitz).* ».

Le convoi parti le 27 mai 1944 du Vernet a été substantiellement présenté, pour la première fois à notre connaissance, dans : « *L'Affaire Reconquista de España* » (Ch. et H. Farreny, p. 192-202, 2^e édition en 2010 : Espagne au cœur). Il comportait 387 hommes.

L'île d'Aurigny (en anglais : Alderney), est caractérisée en p. 201-206 de ce livre. Le récit d'un ex interné, publié en 1988, indique qu'environ

200 des personnes embarquées au Vernet le 27 mai 1944 sont arrivées à Aurigny dans la nuit du 5 au 6 juin 1944. D'autres documents et témoignages accréditent que le reste du convoi initial a été acheminé vers Dachau.

Parmi les seuls déportés du convoi du 27 mai 1944 qui avaient auparavant subi la prison Saint-Michel, nous en avons identifié 7 parvenus à Aurigny et 9 parvenus à Dachau. Pour ces personnes, le tableau indique, explicitement : « *déporté à Aurigny le 27 mai 1944 depuis Le Vernet* » ou « *déporté à Dachau le 27 mai 1944 depuis Le Vernet* », selon le cas.

Concernant Heydebreck, nous avons évoqué le périple très instructif de **Joan BENAIGES GUASCH** dans le bulletin n° 126 (2012).

Notre camarade Pierrette Grondin a attiré notre attention sur le cas de son père **Isidro SÁNCHEZ SÁNCHEZ**, un des fondateurs et cadres de la 3^e Brigade d'Ariège. Arrêté le 3 octobre 1943, il transita le 9 octobre 1943 par Saint-Michel, en route vers la centrale d'Eysses, d'où il fut déporté à Dachau. Nous y reviendrons.

Marguerite Goujet nous a appris que son père **Manuel SUÁREZ VEGA**, arrêté le 26 avril 1942, a été incarcéré pendant 5 mois à la prison militaire Furgole, proche de Saint-Michel, mais distincte : nous comptons publier un tableau spécifique. Manuel a résisté en Ariège ; faute de place, il ne figure pas en page 2.

Merci de continuer à nous faire part de vos observations, corrections et compléments via : aagef.ffi@free.fr

Reconnaissance Décédé et inhumé à Figeac (46) à la suite d'un acte de Résistance, **Antonio CACHO GROS** a été déclaré **Mort pour la France** en mars 2022 (cf. bulletin n° 168, 2022). Sa nièce, Dominique Kars, et l'AAGEF-FFI sont intervenues plusieurs fois pour demander que son nom soit porté sur le Monument aux Morts. Depuis janvier 2024, c'est fait.

La loi dit : « *Lorsque la mention "Mort pour la France" a été portée sur l'acte de décès [...] l'inscription du nom du défunt sur le monument aux morts de sa commune de naissance ou du dernier domicile ou du lieu d'inhumation ou sur une stèle placée dans l'environnement immédiat de ce monument est obligatoire.* ». Elle devra être appliquée à Foix pour **Jesús RÍOS**.

Parce qu'à prononcer, vos noms sont difficiles

Louis Aragon dans l'*Affiche Rouge*

Le 21 février 2024, j'étais au Panthéon pour représenter l'AAGEF-FFI, avec notre camarade André Magne, président de l'Amicale de la 35^e Brigade FTP-MOI. Nous avons été invités après avoir demandé que nos drapeaux soient présents. Néanmoins, nous n'avons pas été autorisés à les arborer, malgré notre vive insistance sur place. Pagaïe au portillon !

Quoi qu'il en soit, nous étions très heureux et émus de l'hommage solennel rendu au **groupe MANOUCHIAN**.

Mais quel dommage que le président de la République n'ait pas enrichi son allocution en prononçant les noms de quelques autres étrangers, héros de la Résistance :

• **José ROIG ARMENGOTE**, fusillé par les Allemands le 1^{er} août 1941* au fort d'Ivry • **Conrad MIRET i MUSTÉ**, mort le 27 février 1942 à la prison parisienne de La Santé après deux semaines d'interrogatoire par des policiers français puis allemands • **Marcel LANGER**, guillotiné le 23 juillet 1943 à la prison toulousaine Saint-Michel, sur décision d'un tribunal français • **Jesús RÍOS MARTÍN**, mort le 27 mai 1944 à Foix aux mains de policiers français puis allemands.

Henri Farreny

* Enfin déclaré *Mort pour la France* le 5 décembre 2023 (deux mille vingt-trois !) sur dossier présenté par notre association. Nous avons avisé l'Élysée de cette nouvelle, ainsi que du proche dévoilement d'une plaque à son nom à Paris : le 14 mars 2024.

Affection Notre ami Numen, fils de **Crescencio** et **Herminia MUÑOZ**, guérilleros de la 3^e Brigade d'Ariège, a eu la douleur de perdre son épouse Maïté (Marie-Thérèse POUHADÉ), décédée à Verniolle le 15 février 2024, à 66 ans. Elle avait affronté dans sa jeunesse des difficultés surmontées courageusement. Travailleur acharné, par sa combativité, sa petite entreprise avait acquis une importance reconnue dans son secteur.

Les obsèques ont été célébrées le 17 février. Les très nombreuses personnes présentes ont témoigné leur attachement à Numen ainsi que leur amitié à la famille. Ses compagnons de l'AAGEF-FFI l'ont assuré de leur affectueux soutien et présentent ici leurs condoléances attristées à toute la famille, notamment à ses fils.

Toulouse, samedi 4 mai, 16 h

baptême de l'**Espace de la 35^e Brigade FTP-MOI Marcel LANGER**

Rue du Férétra à hauteur de la place Guy Hersant

Toulouse, samedi 22 juin, 10 h 30

hommage à **Diego RODRÍGUEZ COLLADO** et aux plus de 160 résistants espagnols qui ont subi la prison Saint-Michel

Bulletin d'adhésion à l'AAGEF-FFI

➤ L'avènement de la II^e République espagnole, la guerre pour la défendre,
➤ la guerre antifasciste encore en France et sur les autres fronts,
➤ la lutte antifranquiste ici et là-bas,
➤ des décennies de courage et de dévouement pour la liberté...

**Vous voulez que l'histoire des résistants espagnols soit connue et reconnue ?
Et qu'elle serve à comprendre le passé, éclairer le présent et le futur ?**

Que vous soyez ou non descendant(e) de républicain espagnol,
rejoignez l'**Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – Forces Françaises de l'Intérieur**

Je, soussigné(e)
né(e) le à
demeurant à

adhère à : **l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – Forces Françaises de l'Intérieur**

Téléphone(s)
Adresse internet
Profession
Autres informations

A imprimer et renvoyer au siège national : AAGEF-FFI, 6 rue du Lt-colonel Pélissier, 31 000 Toulouse, ou à transmettre à un responsable connu de vous, avec un chèque de 25 € à l'ordre de : AAGEF-FFI
Si une section locale de l'AAGEF-FFI existe dans votre département, vous serez accueilli(e) par elle.
La cotisation comprend l'abonnement au bulletin d'information trimestriel. Contact : aagef.ffi@free.fr